



# Ambassador's Activities

2011

Distributor: French Embassy in the UK  
- Press and Communications Services -  
58 Knightsbridge, SW1X 7JT London  
E-Mail: [press@ambafrance-uk.org](mailto:press@ambafrance-uk.org)  
Web: [www.ambafrance-uk.org](http://www.ambafrance-uk.org)

---

Intervention de SE Bernard Emié,  
Ambassadeur de France au Royaume-Uni

Département de français de l'Université de Leeds

Leeds, 20 octobre 2011

Cher Dr Sarah Waters, directrice du Département de français,

Cher Dr Claire Honess, Vice-présidente de l'université de Leeds,

Cher Pr Di Holmes,

Mesdames et Messieurs,

Chers étudiants,

Chers amis,

C'est un plaisir pour moi de visiter aujourd'hui le département d'études françaises de l'Université de Leeds, dans cette université prestigieuse créée en 1904, mais je sais que le français avait été enseigné depuis le milieu du XIXème siècle dans le Yorkshire College qui précéda votre université.

Je suis fier, pour ma première visite dans un département de français depuis ma prise de fonction comme Ambassadeur de France au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de venir ici à Leeds, dans cette section de français qui est la première du Royaume-Uni en termes d'effectifs et de nombre de professeurs, et de diversité des cours assurés. A un moment où l'enseignement des langues étrangères est une priorité de la diplomatie française en Grande-Bretagne et où l'apprentissage des langues doit être une priorité pour nos jeunes, venir ici à Leeds est pour moi particulièrement important.

J'étais ce matin à York à l'occasion d'une cérémonie très émouvante pour rappeler l'intégration des groupes français de bombardement lourd dans le bomber command de la RAF. Ainsi les escadrons 346 et 347 furent les deux seuls groupes de bombardement lourd de l'armée française au sein des Forces Alliées pendant de la seconde Guerre Mondiale, stationnés sur la base RAF

d'Elvington près de York de juin 1944 à fin octobre 1945. Près de 2300 français ont fait partie de ces unités et ont combattu la main dans la main avec leurs frères d'armes de la Royal Air Force. C'est ce souvenir de ces 2300 français qui vivaient ainsi dans la région de York que nous avons célébrés aujourd'hui en présence du Ministre britannique de la sécurité internationale du Ministère de la défense. C'est vous dire la proximité de nos deux pays dans le domaine de la défense car cet exemple d'hier se traduit aujourd'hui dans ce que nous avons fait en Libye et c'est pour moi l'occasion de vous parler aujourd'hui de nos relations bilatérales, de nos convergences en politique étrangère et de ce que nous avons fait ensemble dans le cadre du Printemps arabe.

La France et le Royaume-Uni sont dans des situations très semblables. Nos deux pays, puissances nucléaires, sont membres permanents du Conseil de Sécurité de l'ONU, et deux partenaires importants de l'OTAN et de l'Union Européenne. Nous avons tous deux l'ambition de jouer un rôle diplomatique au plan mondial et de compter parmi les puissances globales.

J'ai choisi de parler des priorités communes de politique étrangère. La priorité pour nos deux pays au lendemain de notre victoire en Libye est de développer une politique extérieure innovante et ambitieuse pour faire face aux défis de ce formidable mouvement que nous appelons le « Printemps Arabe ». Il s'agit est sans aucun doute le mouvement révolutionnaire le plus important depuis la fin de la Guerre Froide. (I)

Avec le Royaume-Uni nous partageons aussi la conviction qu'il faut maintenir, et même renforcer, notre étroite collaboration avec l'ONU sur plusieurs points clés relatifs à la sécurité et à la paix, au niveau international. (II)

Nous avons enfin un but commun, qui est peut-être moins évident pour certains d'entre vous, mais qui est néanmoins essentiel, et qui a fait partie de notre politique commune depuis beaucoup plus longtemps que le Printemps Arabe. Il

s'agit de notre partenariat dans le domaine de la Défense. L'expérience libyenne – qui se situe dans le sillon du Printemps Arabe – a considérablement intensifié notre coopération dans ce domaine.(III)

## **I/ Compréhension et soutien du Printemps Arabe.**

**A/ Nous devons le reconnaître : ce « printemps » a été une surprise pour nous tous – aussi bien pour la diplomatie française que pour la diplomatie britannique.**

J'ai moi-même consacré la majeure partie de ma carrière à cette région du monde. Je peux vous assurer que la vitesse et la portée des événements m'ont surpris autant qu'elles ont surpris mes collègues turcs (j'étais en poste à Ankara jusqu'en avril), ainsi que mes collègues britanniques. Aucun « think tank », ambassade ou expert n'avait prévu le moment ou l'ampleur de ce « Printemps Arabe ».

Ce qu'on peut le moins prévoir, ce sont les changements les plus dramatiques affectant nos sociétés : hier l'effondrement du mur de Berlin et la rapidité de la chute du Communisme nous avait surpris de la même manière.

Bien qu'il y ait eu des signes avant-coureurs, cette partie du monde semblait condamnée à demeurer maintenue sous une chappe de plomb, privée de liberté et de modernité. Des personnalités politiques françaises telles que Alain Juppé, notre Ministre des Affaires Etrangères et européennes, ont reconnu publiquement avec courage et humilité que nous avons donné trop de crédit aux propos des régimes autoritaires qui nous disaient qu'ils étaient le seul rempart contre la menace islamiste. Cette menace n'était qu'un prétexte utilisé par ces

régimes pour que l'on ferme les yeux sur les atteintes à la liberté de leurs peuples et sur le ralentissement du développement économique de leur pays.

Après quelques hésitations au début, les autorités française et les britanniques ont compris qu'il ne fallait pas craindre ce Printemps Arabe. C'est pourquoi nous avons décidé d'apporter un soutien immédiat et concret au processus de transition pour assurer son succès.

Nous avons vite compris que ce mouvement était, par dessus tout, le produit d'un courage extraordinaire de la part des différentes populations arabes concernées. Nous savons le prix à payer en termes de sang versé et de vies sacrifiées dans la lutte contre un tyran. Oui, ce Printemps Arabe éveille en nous tous un espoir immense. Mais c'est aussi un immense défi.

**B/ Le Printemps arabe est aussi un défi politique important. Nous devons tous jouer un rôle actif pour garantir le succès de la transition vers la démocratie.**

Il est important de se souvenir que l'expression « Printemps Arabe » est utilisée dans le contexte d'une multitude de mouvements, qui diffèrent grandement d'un pays à l'autre. Et il appartient à chaque peuple de prendre son destin en mains et de créer son propre système, en fonction de son histoire et de ses caractéristiques propres. Aujourd'hui, pour nous, la priorité est claire : nous devons aider les pays engagés dans des réformes économiques et politiques à faire en sorte que ces réformes soient un succès. La Tunisie et l'Egypte en premier lieu. Mais également le Maroc et la Jordanie, deux pays dont les monarques avisés se sont déjà engagés dans une série de réformes réelles. Et aujourd'hui, la Libye libérée du totalitarisme, qui est finalement proche d'avoir tourné définitivement la sombre page du régime du Colonel Kadhafi.

C'est pourquoi la Présidence française du G8 a décidé d'agir vite par le lancement de ce que nous appelons « le Partenariat de Deauville », lors du récent Sommet du G8 - en mai – présidé par Nicolas Sarkozy, au cours duquel David Cameron a joué un rôle actif.

Les ministres des finances et les institutions financières ont réussi à mobiliser un total de 80 milliards de dollars grâce à ce partenariat – dont 38 milliards de dollars apportés par les institutions financières – et à lancer des projets bilatéraux de grande importance.

La France et la Grande-Bretagne s'accordent sur le fait que la transition et les réformes doivent être dirigées par les pays partenaires eux-mêmes dans la région. C'est leur révolution, c'est leur transition, et, bien sûr, c'est à eux d'en définir les termes et les plans d'action. Nous ne voulons pas leur imposer nos méthodes ou leur faire la leçon. Le néo-colonialisme est révolu. Nous voulons écouter ces pays avec attention et voir comment nous pouvons répondre à leurs demandes. C'est ce que le Président Sarkozy a mis en avant quand il s'est adressé aux jeunes Libyens lors sa visite historique à Benghazi avec le Premier Ministre David Cameron. Ce partenariat doit inclure à la fois les réformes de modernisation économique et des réformes politiques, ces dernières devant avancer au même rythme – notamment, en renforçant l'Etat de droit par des programmes de formation des juges et des journalistes ou des programmes pour soutenir les processus électoraux.

**II / Nous devons continuer à travailler ensemble et à poursuivre nos ambitions au niveau multilatéral.**

Les deux tiers des résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU sont le produit d'initiatives franco-britanniques. Nous avons aussi coopéré avec succès sur les résolutions 1970 et 1973 concernant la Libye.

Mais il y a nombre d'autres crises qui nous inquiètent.

**A/ Le régime syrien a également fait le choix d'une répression barbare.** Contrairement à ce que prétendent certains, nous ne pratiquons pas le « deux poids deux mesures ». Nous avons constamment demandé que l'on mette fin à la violence et à la répression, et que s'engagent de vraies réformes. C'est largement grâce au Royaume-Uni et à la France que l'Union Européenne a adopté des sanctions : interdiction de voyager pour certaines personnes impliquées dans la répression et un embargo sur les exportations de pétrole qui commence à porter ses fruits. Nous aurions souhaité que le Conseil de Sécurité de l'ONU prenne des mesures semblables. Pour des raisons incompréhensibles, certains comme la Russie et la Chine s'y sont opposés. C'est inacceptable que le Conseil de sécurité reste silencieux devant la situation en Syrie.

Mais nous n'abandonnerons pas le peuple syrien. Je peux vous assurer que la France et le Royaume-Uni continuent de coopérer étroitement sur cette question.

**B/ Je voudrais dire quelques mots sur le processus de paix entre Israël et les Palestiniens, bien que ce sujet à lui seul mériterait une conférence spécifique.**

Les autorités françaises et britanniques partagent le même point de vue : une paix réelle ne peut être obtenue que par le biais de négociations directes entre les parties concernées. La communauté internationale a un rôle important à jouer en

créant les conditions favorables pour une relance de ces négociations. Nous avons les mêmes vues sur ce qui devrait être mis en place : deux Etats co-existant en paix, avec une véritable souveraineté pour un Etat palestinien viable, moderne, et démocratique, et une légitime garantie de sécurité pour Israël.

A l'assemblée générale de l'ONU en septembre dernier, le Président de la République a été le seul à faire une proposition nouvelle, concrète et cherchant un compromis équilibré. Il a proposé en premier lieu un changement de méthode – très simplement parce que la méthode utilisée jusque-là n'a pas réussi – et l'adoption d'une approche collective qui rassemblerait tous ceux qui peuvent aider à sortir de l'impasse notamment tous les membres permanents du Conseil de Sécurité, l'Union Européenne et les grands Etats européens ainsi que les principaux Etats arabes impliqués dans la région. En second lieu, nous devons créer les conditions pour une reprise des négociations. Il n'y a pas d'autre moyen pour obtenir la paix, garantir la sécurité d'Israël et donner aux Palestiniens ce à quoi ils ont droit, un Etat à part entière. En troisième lieu, ces négociations ne doivent pas durer à l'infini. La France propose qu'un échéancier soit mis au point afin que le progrès des négociations puisse être suivi avec précision. Enfin, le Président Sarkozy a fait un premier pas en proposant que la Palestine obtienne le statut d'observateur, à l'instar du Vatican, à l'Assemblée générale des Nations Unies.

La France propose donc une approche, elle ne propose pas un accord tout préparé. Nous allons continuer à travailler sur cette approche avec tous ceux qui veulent mettre leur bonne volonté au service d'une paix durable : avec les Palestiniens, tout en conservant nos contacts avec les Israéliens, et, bien sûr, avec les Etats Unis. Nous continuons à travailler avec nos partenaires européens et ceux des Etats Arabes qui le souhaitent.

Au cours des dernières années, la France et la Grande-Bretagne ont intensifié leur coopération dans le processus de paix du Moyen-Orient, une question qui s'est avérée si difficile à résoudre depuis 60 ans. Nous continuerons à unir nos efforts et mener des actions communes à ce sujet au Conseil de Sécurité.

**C/ Enfin, je voudrais ajouter qu'une réunion a eu lieu récemment à New York sur la « diplomatie préventive »** à laquelle ont participé Alain Juppé et William Hague. La « diplomatie préventive » est un concept créé en 1992 par le Secrétaire Général de l'ONU Boutros Ghali, selon lequel – au lieu d'attendre qu'une situation se détériore – nous puissions intervenir rapidement par le biais du dialogue et de la médiation, avant qu'il ne soit trop tard.

L'idée est simple, mais il est utile de la rappeler, car nous subissons trop souvent les conséquences désastreuses de crises que nous aurions pu éviter avec un coût bien moindre. Au cours du débat, Alain Juppé a précisé que le Conseil de Sécurité, dont la responsabilité principale est de maintenir la paix et la sécurité au niveau international, devrait être « l'acteur numéro un de la diplomatie préventive. »

### **III/ Le renforcement de notre coopération en matière de défense : l'expérience libyenne.**

La Libye a amené la France et le Royaume-Uni à renforcer leurs relations et, plus encore que par le passé, à adopter un programme de défense commun.

Vous savez peut être que la déclaration franco-britannique commune du 2 novembre 2010, après notre dernier sommet bilatéral, au cours duquel deux importants traités de défense ont été conclus, précise: « Nous ne voyons aucune

situation dans laquelle l'intérêt vital de l'une des nations serait menacé sans que l'intérêt vital de l'autre nation ne soit également menacé ». Ces mots donnent une idée de notre proximité politique. C'est cet esprit qui a présidé à l'immense pas en avant représenté par nos opérations communes en Libye.

Aujourd'hui, au lendemain de notre succès commun en Libye, la victoire des forces démocratiques en Libye n'est pas tout à fait complète, mais elle est prioritaire. C'est un succès que la France et le Royaume-Uni vont partager avec les Libyens, bien sûr, qui ont fourni l'essentiel de l'effort sur le terrain.

De fait, nous pouvons dire sans exagération que nos deux pays, ensemble, ont entraîné tous les autres et pris la direction de la coalition initiée par l'OTAN.

La visite commune du Président Nicolas Sarkozy et du Premier Ministre David Cameron à Tripoli et à Benghazi le 15 septembre – la première visite faite par des chefs d'Etat ou de gouvernement depuis la chute du régime du Colonel Kadhafi – est un magnifique symbole de la façon dont nous avons ensemble pris l'initiative et continué à agir ensemble à chaque étape de la crise.

Dans le but de protéger la population libyenne de Benghazi d'une répression brutale, nous avons pris nos responsabilités, et fait voter les Résolutions 1970 et 1973 au Conseil de Sécurité de l'ONU. Dans le cadre de l'OTAN à la demande de la Ligue arabe, et avec l'accord de l'ONU qui a donné à notre action sa légitimité internationale, nous avons mené une campagne opérationnelle d'envergure et pour la liberté des Libyens. Depuis le début de la campagne de l'OTAN le 31 mars 2011 plus de 22 000 sorties, y compris plus de 8000 sorties accompagnées de frappes aériennes, ont été conduites. La France et le Royaume-Uni en ont effectué la plus grande partie.

Il ne s'agit pas simplement de mots : nous avons risqué la vie de nos soldats pour faire respecter les résolutions de l'ONU et protéger les populations civiles libyennes.

La conduite de cette campagne pour le peuple libyen aura donné un nouvel élan à la coopération franco-britannique. Ceci, avec la joie du peuple libéré à Tripoli et dans les autres villes de Libye, constitue sans aucun doute la meilleure récompense pour nos efforts.

L'expérience libyenne a permis à nos forces armées d'opérer côte à côte (parfois sur le même porte-avions), de découvrir leurs qualités et connaissances respectives, et de les apprécier. Nous nous sommes concertés en permanence, à tous les niveaux de la hiérarchie militaire. Nous avons probablement coopéré plus intensément sur le plan opérationnel au cours des derniers six mois que pendant les cinq années qui avaient précédé.

Grâce à l'initiative de la France et du Royaume-Uni, les Européens ont montré pour la première fois qu'ils étaient capables d'intervenir de façon décisive, avec leurs alliés, dans un conflit se déroulant à leurs portes. C'est là un progrès remarquable, en comparaison avec les guerres en Bosnie et au Kosovo dans les années 90.

Enfin, la Libye a montré qu'il était urgent d'accroître les capacités militaires de l'Europe. Longtemps, la France et le Royaume-Uni avaient fait des efforts dans ce sens à travers des projets concrets. La Libye n'a donc fait que renforcer notre détermination. L'Europe ne possédera aucune défense réelle sans avoir des capacités et des structures militaires solides, et une réelle politique industrielle et technologique. La coopération franco-britannique est au premier plan des développements dans la défense européenne, et peut engendrer une dynamique positive en Europe. Il est dans notre intérêt de faire des progrès concrets dans ce domaine, de façon non-dogmatique et sans exclure qui que ce soit.

Vous le savez peut-être, nos deux pays à eux seuls représentent presque la moitié des budgets de la défense européenne, et deux tiers des budgets de recherche et développement (R&D) pour la défense. Nos deux pays fournissent également la moitié des forces déployées dans les opérations à l'étranger.

Nous avons montré en Libye qu'ensemble nous étions plus forts – et le travail de convergence vient tout juste de commencer. Dans l'avenir, quand nous aurons mis en place d'un corps expéditionnaire commun, notre force sera encore accrue et nous serons mieux à même de réagir à une situation de crise internationale.

## **Conclusion**

Mesdames et Messieurs,

La France et le Royaume-Uni font aujourd'hui face au même défi. Ce défi semble peut-être bien éloigné de Leeds, mais je vous assure que ce défi est à nos portes : sur la côte sud de la Méditerranée. Si nous échouons, nous devons en subir les conséquences.

Si nous voulons tenir notre rang à l'ONU, à l'OTAN et dans le cadre de la Politique Européenne Commune sur la Sécurité et la Défense, nous devons maintenir notre potentiel militaire et des forces armées suffisantes pour assurer notre défense et celle des autres, quand ceci est requis par les résolutions du Conseil de Sécurité, comme nous l'avons fait en Libye. Nos deux pays ont clairement compris que nous ne pouvions le faire qu'en unissant nos forces.

Notre succès en Libye montre bien la profonde cohérence de notre étroite coopération. Cette politique doit être menée sur le long terme, et le prochain Sommet Franco-britannique en décembre, traitera au premier chef des progrès de notre coopération en matière de défense. C'est là une priorité stratégique pour

nos deux pays. Les réserves exprimées par certains au début, à Paris et à Londres, se sont tues. C'est pourquoi j'ai une totale confiance dans l'avenir de notre coopération, dans cette alliance renforcée entre deux nos deux nations.

Je vous remercie.